

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

**Brive-la-Gaillarde, le 25 novembre 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE DE LOGISTIQUE USSACOISE STESARL (FROIDEFOND)**

ZAC de la Gare  
19270 Ussac

**Références : 2025-11-25 UiD192025-0127r georisques**  
Code AIOT : 0006004595

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement SOCIETE DE LOGISTIQUE USSACOISE STESARL (FROIDEFOND) implanté ZAC de la Gare Zone artisanale de l'Aiguillon 19270 Ussac. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la programmation pluriannuelle d'inspections établie au niveau national et du fait de la déclaration réalisée par la SOCIETE DE LOGISTIQUE USSACOISE, dite "FROIDEFOND", en date du 31/01/2025, concernant le stockage, sur le site, de produits de nettoyage et de désinfection, liés à la rubrique 4510 - Dangereux pour l'environnement aquatique 1 - de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Ces produits ont les mentions de dangers H400 ou H410 et sont fabriqués par la société EYREIN INDUSTRIE, située en Corrèze, sur la commune d'Eyrein. Cette nouvelle prestation de logistique couvre la mise en stock sur entrants et la préparation de commandes pour l'expédition. Le tonnage maximum de cette nouvelle catégorie de produits, susceptible d'être présent dans l'entrepôt, est de 90 tonnes, soumettant ainsi le site au régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 4510 et donc aux dispositions de l'arrêté ministériel (AM) du 23/12/1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DE LOGISTIQUE USSACOISE STESARL (FROIDEFOND)
- ZAC de la Gare Zone artisanale de l'Aiguillon 19270 Ussac
- Code AIOT : 0006004595
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SOCIETE DE LOGISTIQUE USSACOISE, dite "FROIDEFOND", exploite une plateforme logistique dans la zone d'activités de la Gare, sur la commune d'Ussac.

L'activité principale du site est une activité logistique complète liée à l'industrie agro-alimentaire, avec le stockage de divers produits alimentaires, le stockage de contenants alimentaires vides (bocaux et capsules), le stockage de cartons d'emballage, ainsi que le chargement et déchargement d'ensembles routiers. Les activités connexes présentes sur le site sont : le stationnement de poids-lourds et une station service interne. Le lavage de poids-lourds n'est plus une activité en cours sur le site et ne devrait plus l'être, bien que les installations y soient toujours présentes.

Ces activités sont couvertes par un arrêté préfectoral (AP) d'enregistrement du 20/09/2016. La rubrique principale du site est la rubrique 1510-2 - Entrepôt couvert, pour volume de 103 790 m<sup>3</sup>. En outre, une déclaration a été faite par l'exploitant, le 24/02/2016, au titre de la rubrique 1435 - Station-service, pour un volume de 2 350 m<sup>3</sup>/an, soumettant le site au régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 1435-2 de la nomenclature des ICPE. Enfin, une déclaration a été faite en date du 31/01/2025, pour le stockage de 90 tonnes de produits dangereux, classés au titre de la rubrique 4510, soumettant le site au régime de la déclaration avec contrôle au titre de cette rubrique.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie
- Suites de la précédente inspection
- Conditions de stockage

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.4	Demande d'action corrective	1 mois
4	Mesures constructives - toiture	Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 2.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 8	Demande d'action corrective	1 mois
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 10	Demande d'action corrective	1 mois
8	Etiquetage des produits	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - article 3.3	Demande d'action corrective	15 jours
9	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - article 2.9	Demande d'action corrective	15 jours
11	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 12	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
13	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 14	Demande d'action corrective	3 mois
15	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 15	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Dispositif de coupure générale de la station service	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - article 2.7	Demande d'action corrective	3 mois
17	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	6 mois
18	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 23	Demande d'action corrective	8 mois
19	Consignes d'exploitation produits dangereux	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - article 4.8	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
20	Consignes de sécurité station-service	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - article 4.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
21	Entretien du décanteur-séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - article 5.10	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
22	Neutralisation des déversements de produits issus de la station service	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - article 5.10	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.3	Sans objet
10	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - article 2.10	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de l'ensemble des constats faits sur site, des anomalies récurrentes constatées dans divers rapports de contrôle du site et de l'absence de mise en place par l'exploitant d'actions correctives notamment sur les installations électriques et les moyens de lutte contre l'incendie, pourtant sollicitées dans le cadre de la précédente inspection datant du 11/02/2020, l'Inspection propose à M. le Préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 1.2.1						
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE						
<b>Prescription contrôlée :</b>						
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1510-2	E	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans les entrepôts couverts	Cellule n° 1 : 55 830 m <sup>3</sup> - 187,5 t de palettes  Cellule n° 2 : 47 960 m <sup>3</sup> - 2 600 t de palettes et de confitures	Volume	50 000 m <sup>3</sup>	103 790 m <sup>3</sup>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La situation administrative a été revue dans son ensemble avec l'exploitant.</p> <p><b>S'agissant de la rubrique 1510 - Entrepôts couverts</b>, la situation administrative du site reste inchangée.</p> <p><b>S'agissant de la rubrique 1435 - Stations-service</b>, au titre de laquelle le site est soumis au régime de la déclaration avec contrôle depuis 2016, les capacités de stockage ont évolué. Ainsi, au jour de l'inspection, pour l'année 2024, la capacité de l'activité était de 2 027 m<sup>3</sup> de gasoil et de 26 m<sup>3</sup> de gasoil non routier, soit 2 053 m<sup>3</sup>/an (contre 2 350 m<sup>3</sup>/an en 2016). Le régime du site reste toutefois inchangé au titre de cette rubrique. L'exploitant a précisé que depuis la précédente inspection, il n'y a eu aucune modification sur les cuves qui sont toujours enterrées.</p> <p><b>S'agissant de la rubrique 4510 - Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1</b> : la déclaration du 31/01/2025 transmise par l'exploitant indiquait que le tonnage maximum de produits classés 4510 serait de 90 t, soumettant le site au régime de la déclaration avec contrôle au titre de cette rubrique.</p>						

<p>Au jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré la présence de 946 palettes de produits dangereux, conditionnés uniquement en bidons fermés, mais quelques fûts métalliques ont également été constatés sur site. Ces produits sont uniquement stockés dans la cellule 2, sur racks et sur palettes surélevées de 10 cm, lorsqu'ils sont stockés au niveau du sol.</p> <p>L'exploitant ainsi que le représentant d'EYREIN INDUSTRIE ont indiqué que si le stockage concernait uniquement, initialement, des produits soumis à la rubrique 4510, la situation a évolué depuis le dépôt de la déclaration. En effet, ils précisent que désormais le stockage dans l'entrepôt de la société FROIDEFOND concerne un ensemble de produits pour un seul client d'EYREIN INDUSTRIE et que, dès lors, d'autres produits que ceux liés à la rubrique 4510 y sont désormais stockés. Ces produits relèvent des rubriques 4511, 4331 et 1630. L'état des stocks transmis (cf point n° 3 - Etat des matières stockées), fait apparaître que les quantités de produits liés à ces rubriques sont en deçà des seuils pour chacune de ces rubriques. Ces produits ne font donc l'objet d'aucun classement. Ainsi, au jour de l'inspection, l'état des stocks fourni indique que le site comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 81,64 t de produits classés au titre de la rubrique 4510,</li> <li>- 900 kg de produits classés au titre de la rubrique 4511,</li> <li>- 15,71 t de produits classés au titre de la rubrique 4331.</li> </ul> <p>Interrogé sur le stockage de vin et de spiritueux, tel que celui-ci figure sur le plan des stockages transmis à l'appui de la déclaration du 31/01/2025 pour la rubrique 4510, l'exploitant a indiqué que le site ne compte quasiment plus de stockage de ce type et qu'il ne reste qu'une vingtaine de palettes de vin, ce qui a effectivement pu être constaté par l'Inspection. Il précise que le site ne devrait plus comporter de stockage de vin à l'avenir, ce stockage ayant été transféré sur un autre site.</p> <p>Enfin, en cours d'inspection, il a été constaté plusieurs zones à atmosphère explosive sur le site, liée à des ateliers de charges d'accumulateurs (chariots et transpalettes notamment). L'exploitant a indiqué qu'au total le site dispose de 13 engins de ce type, dont 6 à grosses charges, sans pour autant être en capacité d'en fournir les charges exactes. L'exploitant doit être en capacité de dire à l'Inspection si le site relève ou non de la rubrique 2925 de la nomenclature des ICPE et dans l'affirmative à quelle sous-rubrique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Au regard de la présence d'ateliers de charges d'accumulateurs, l'exploitant doit indiquer avec précision, sous 7 jours, à l'Inspection la puissance maximale de courant continu utilisable présente sur le site et déterminer si la charge produit ou non de l'hydrogène.</b></p> <p><b>Dans le cas où le site dépasse l'un des seuils énoncé à la rubrique 2925 de la nomenclature des ICPE, l'exploitant devra réaliser, sous 1 mois, une nouvelle télédéclaration au titre de cette rubrique et fournir tous les justificatifs idoines.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 7 jours</p>

## N° 2 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Maintien en bon état du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie [...].  Annexe II - Article 2 III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. Cette distance peut être réduite à 1 mètre : <ul style="list-style-type: none"><li>- si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;</li><li>- ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.</li></ul> [...] Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m <sup>3</sup> de matières ou produits combustibles et à 1 m <sup>3</sup> de matières, produits ou déchets inflammables.
<b>Constats :</b>  Au jour de l'inspection, il est apparu que le site était bien entretenu et maintenu propre, à l'intérieur comme à l'extérieur. Aucun stockage extérieur n'a été constaté, l'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas de stockage extérieur. S'agissant du stationnement extérieur, l'exploitant a indiqué que le stationnement à proximité des parois est interdit et que ce point est vérifié quotidiennement, de sorte que la voie engins soit constamment dégagée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



### N° 3 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>AM 23/12/1998 modifié - annexe I - article 3.5 - Registre entrée/sortie</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<b>Constats :</b> <p>Interrogé sur l'organisation de l'état des stocks du site depuis la mise en place du stockage de produits dangereux, l'exploitant, ainsi que le représentant de la société EYREIN INDUSTRIE, ont indiqué que deux états des stocks distincts étaient tenus, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'un pour les produits d'EYREIN INDUSTRIE, géré directement et uniquement par ladite société qui dispose de deux salariés détachés sur le site de la société FROIDFOND,</li><li>- un autre propre à la société FROIDFOND, géré uniquement par celle-ci, pour les produits habituellement stockés sur le site (capsules, confitures, emballages, etc.).</li></ul>

La société EYREIN INDUSTRIE est ainsi la seule à pouvoir gérer et connaître ainsi en temps réel le stock de matières dangereuses sur le site de la société FROIDEFOND. En effet, cette société leur louant uniquement les racks, elle n'a pas accès à l'état des stocks quotidien d'EYREIN INDUSTRIE, mais dispose de la liste des produits dangereux entreposés sur son site. La société EYREIN INDUSTRIE communique chaque semaine à la société FROIDEFOND l'état des stocks qui est ainsi disponible sur le réseau informatique des deux sociétés. Les deux états de stocks ne sont pas présents sur le même réseau informatique et ne sont pas hébergés par le même serveur informatique.

Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits sont accessibles sur le site internet d'EYREIN INDUSTRIE, par leurs clients, sauf produits particuliers pour lesquels seules quelques personnes peuvent accéder à leurs FDS. Plus particulièrement pour les produits stockés sur le site de la société FROIDEFOND, les FDS idoines sont accessibles via un ordinateur fixe situé dans un bureau, dans la cellule n°2 (cf. point n°8 - Étiquetage des produits).

Un rapport est remis à la société FROIDEFOND chaque semaine sur le stockage des produits d'entretien.

Deux états des stocks, établis au jour de l'inspection, ont été fournis à l'Inspection.

Sur l'état des stocks de la société EYREIN INDUSTRIE sont indiqués : le poids des produits liés aux rubriques 4510, 4511 et 4331, le poids de la soude ou de la potasse caustique (rubrique 1630), ainsi que le poids des produits par mentions de danger et rubriques ICPE.

Toutefois, s'il apparaît que le seuil SEVESO est indiqué, les seuils des régimes de déclaration, déclaration avec contrôle ou d'autorisation, des rubriques 1630 et 4xxx ne sont pas indiqués, ne permettant pas ainsi de savoir si le site dépasse ou non ces seuils sur ces rubriques. De plus, il serait opportun d'ajouter les éléments permettant de vérifier, en toutes circonstances, le respect des seuils SEVESO en application de la règle de cumul SEVESO.

Cet état des stocks est suivi via un Enterprise resource planning (ERP) d'EYREIN INDUSTRIE et est mis à jour quotidiennement.

Sur l'état des stocks transmis par la société FROIDEFOND, les produits sont classés en fonction des sociétés propriétaires des marchandises présentes sur le site, donc clientes.

Pour chaque client, les marchandises sont distinguées selon leur nature (plastique, verre, matières premières, carton, produit fini, capsules, vin), à laquelle est associé le nombre de palettes stockées. Au total, au jour de l'inspection, le site comportait 7 110 palettes (hors produits EYREIN INDUSTRIE non comptabilisés dans cet état des stocks).

Cet état des stocks est dématérialisé et est également suivi via un ERP. Il est mis à jour automatiquement grâce à un système de Personal Digital Assistant (PDA) permettant de scanner des codes-barres étiquetés sur les palettes stockées et donc de suivre les entrées et sorties de stocks.

Cet état des stocks est présent sur un ordinateur portable, ce qui permet d'y avoir un accès permanent, même lors des visites du site ou en cas d'incident. Des filtres peuvent être faits dans l'ERP, notamment par clients (sauf EYREIN INDUSTRIE). Cet outil pourrait également permettre de filtrer les produits par rubriques ICPE le cas échéant.

Cet état des stocks est disponible sur un fichier Excel mais n'a pas de correspondance avec le plan général des stockages, mais l'exploitant précise sur ce point que ces deux éléments sont présents sur une même application One Drive, permettant le stockage et le partage de fichiers.

Le plan général des stockages est mis à jour au fur et à mesure des évolutions du site. La dernière version du plan, datant de la fin du mois de septembre 2025, a été communiquée à l'Inspection.

Enfin, s'agissant du stockage de carburant, l'exploitant de la société FROIDEFOND a communiqué à l'Inspection une capture d'écran du logiciel de suivi des stocks par cuve. Ainsi, le jour de

l'inspection, le site comportait 69 499 L de gasoil, 8 211 L d'AdBlue et 6 477 L de Gasoil non routier. Il est précisé sur le document fourni que la page est actualisée toutes les 180 secondes.

L'exploitant de la société FROIDEFOND indique qu'un inventaire physique des produits stockés est réalisé chaque année, en décembre, voire 2 à 3 fois par an pour certains clients.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant demande à la société EYREIN INDUSTRIE de compléter son état des stocks par l'ajout d'une colonne relative aux seuils de classement (déclaration, déclaration avec contrôle et autorisation) des rubriques 1630, 4510, 4511 et 4331 ainsi que les éléments permettant de justifier de la bonne prise en compte de la règle de cumul SEVESO et du non classement au titre de cette Directive. Il s'assure par ailleurs auprès de la société EYREIN INDUSTRIE de pouvoir disposer en toutes circonstances de l'état des stocks mis à jour, a minima, de manière quotidienne pour les substances dangereuses stockées.

L'exploitant de la société FROIDEFOND doit mettre à jour le plan général des stockages de sorte à pouvoir identifier, sur ce plan, les différents clients et donc de savoir quelles natures de produits sont stockées dans les différentes cellules et zones de l'entrepôt. Le code couleur utilisé dans l'état des stocks pour identifier ces clients pourrait être utilisé sur le plan des stockages. En outre, le plan général des stockages devra mieux matérialiser l'allée séparant le stockage sur racks de confitures en pots du stockage des produits d'entretien d'EYREIN INDUSTRIE.

Les différentes zones de stockage de vin encore présentes sur le site devront également être matérialisées tant que celui-ci n'a pas été totalement évacué du site.

Les mises à jour de ces éléments devront être faites dans un délai de 1 mois et être adressées à l'Inspection en suivant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Mesures constructives - toiture**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bande de protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  La bande de protection de 5 m de part et d'autre des murs coupe-feu 2 h prescrit à l'article 2.2.6 de l'AM du 15/04/2010 doit être mise en place au plus tard 6 mois après la date de signature du présent arrêté.  AM du 11/04/2017 modifié - annexe V - article 4 : "(...) Les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0 (...)"
<b>Constats :</b>  Interrogé quant à la réalisation de la bande de protection de 5 m de part et d'autre des murs coupes-feu 2 h sur la toiture, l'exploitant indique qu'il ne dispose pas d'information précise sur le sujet, mais qu'il dispose d'éléments indiquant que les travaux ont été faits lors de la réalisation de la toiture et que ces travaux ont été validés à la réception du bâtiment. Toutefois, il indique avoir pris attache, par courriel du 6/10/2025, avec la société SMAC ayant réalisé les travaux de la toiture du site afin d'obtenir une attestation de bonne réalisation, mais précise qu'il n'a pas encore reçu de réponse de leur part.  En l'absence de retour de la part de cette société, il indique qu'il prendra contact avec la société DUPUIS, qui fait actuellement le suivi de la toiture du site, pour obtenir une attestation de bonne réalisation, ou, à défaut, faire réaliser les travaux si ceux-ci n'ont pas été faits.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit obtenir, sous 15 jours, de la part de la société SMAC l'attestation de réalisation de la bande de protection de 5 m de part et d'autre des murs coupe-feu 2 h sur la toiture.</b>  <b>A défaut, il doit en informer l'Inspection et communiquer, sous 2 mois, soit une attestation de réalisation ou un engagement de travaux assorti d'un devis et d'un calendrier de réalisation de cet aménagement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté dans le plan des stockages transmis à l'appui de la déclaration relative à la rubrique 4510, du 31/01/2025, que les produits d'entretien d'EYREIN INDUSTRIE étaient stockés dans la cellule 2, sur des palettes et sur des racks, à proximité immédiate des palettes de vin et de spiritueux. Interrogé sur cette situation, l'exploitant a précisé que cette organisation avait évolué du fait de la fin du stockage des palettes de vin et de spiritueux et que désormais les produits EYREIN INDUSTRIE sont stockés, sur racks, à proximité de pots de confitures (produits finis). Il précise que ces deux catégories de produits sont séparés par une allée, toutefois, celle-ci n'est pas matérialisée sur le plan des stockages (cf. point n°3 - Etat des matières stockées).  Des aménagements spécifiques ont été mis en place à la suite du stockage de produits dangereux sur le site. Ainsi, s'il existe d'ores et déjà une rétention naturelle sur le site, grâce à une pente douce du sol de la cellule 2, se dirigeant vers le milieu de la cellule, des boudins obturateurs (cf. point n° 9 - Rétention des aires et locaux de travail) ont été installés au niveau de deux issues de la cellule, dont une issue de secours. De plus, un bac de sable avec des pelles, ainsi que de l'absorbant et du neutralisant ont été mis en place à proximité du stockage et des consignes de sécurité en cas de déversement de produits ont été affichées sur la zone. Ces consignes devront néanmoins être adaptées afin de prendre en compte la présence récente (le jour même de la présente inspection) du neutralisant susvisé.  En outre, il a été constaté que les produits dangereux stockés au niveau du sol de la cellule 2 sont sur palettes et surélevés de 10 cm, ainsi que la présence d'une bordure de 4 cm de haut, permettant de retenir les éventuels déversements de produits.  Toutefois, il conviendrait que l'exploitant identifie mieux la zone de stockage des produits dangereux dans la cellule 2, notamment par l'apposition d'un affichage approprié, afin que son personnel soit mieux informé de la dangerosité des produits stockés.  La cellule 2 ne comporte aucune mezzanine et aucun étage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Comme indiqué au point n°3, l'exploitant doit matérialiser, sur le plan des stockages, l'allée séparant les produits dangereux des pots de confiture (produit fini), dans un délai d'1 mois.

L'exploitant doit, dans le même délai, apposer dans la cellule 2 un affichage permettant de mieux identifier la zone de stockage des produits dangereux et intégrer dans ses consignes la mise en œuvre du neutralisant récemment mis en place dans cette zone.

L'exploitant devra en suivant communiquer à l'Inspection un nouveau plan des stockages, ainsi qu'une photographie de l'affichage apposé au niveau de la zone de stockage des produits dangereux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 6 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des produits en masse et des matières dangereuses liquides
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. (...)</p> <p>Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>(...)</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :<ul style="list-style-type: none"><li>- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</li><li>- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ;</li></ul></li><li>- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</li></ul> <p>(...)</p> <p>Article 2.1.1 de l'AP du 20/09/2016 :</p> <p>[...] Une allée de 4,5 m sépare les derniers îlots de stockage de la paroi du bâtiment dans la cellule C1 au nord du site face à la parcelle n°64. Aucun stockage, même temporaire n'est autorisé dans cette allée.</p> <p>Les produits stockés dans la partie nord de la cellule C1 sont incombustibles hormis les palettes de transport.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté lors de l'inspection du site que la distance d'un mètre entre le stockage et les parois ou les éléments de structure n'est pas respectée en divers endroits dans la cellule 1, comme dans la cellule 2.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il pensait qu'une distance de seulement 50 cm devait être respectée.</p> <p>Dans la cellule 1, dépourvue de produits dangereux, l'exploitant a indiqué que la hauteur de stockage est de 5m50 au maximum et que chaque îlot a une surface maximale de 150 m<sup>2</sup>. Cette cellule ne comporte aucun rack, il s'agit uniquement d'un stockage en masse. Cette cellule dispose également d'une mezzanine, comportant quelques palettes de stockage, sur lesquels sont entreposés des cartons, ainsi que du stockage de divers produits combustibles sur étagères, le tout ne dépassant pas 2h de haut, mais qui, en revanche, ne respecte pas la distance d'un mètre par rapport aux parois de la cellule.</p> <p>Dans la cellule 2, comprenant les produits dangereux, l'exploitant indique que la hauteur</p>

maximale de stockage peut aller jusqu'à 8 m. Cette cellule comprend du stockage sur racks (pots de confiture - produits finis et produits d'entretien) et en masse.

Enfin, il a été constaté dans la cellule 1, le non-respect de la prescription issue de l'article 2.1.1 de l'AP du 20/09/2016 interdisant tout stockage, même temporaire, de produits combustibles dans la partie Nord de la cellule C1.

L'exploitant a indiqué avoir revu l'aménagement intérieur de la cellule 1 il y a un an. Or, il a été constaté la présence de stockage de produits combustibles dans cette partie de la cellule. Cet aménagement doit donc être revu, ou des dispositions constructives devront être mises en œuvre par l'exploitant, afin que celui-ci réponde aux exigences de l'AP du 20/09/2016 et qui avaient elles-mêmes été sollicitées par l'exploitant dans le cadre du dépôt du dossier d'enregistrement du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit revoir, sous 3 mois, l'aménagement intérieur du site, mezzanine y compris, afin de respecter la distance minimale d'1 mètre par rapport aux parois et aux éléments de structure de l'entrepôt. Il veillera également, dans le cadre de ce réaménagement, à rendre accessible, en toute circonstance, les moyens de lutte contre l'incendie et les issues de secours (cf. points 13 et 14) .**

**En outre, l'exploitant doit veiller à ce que le stockage des éventuels liquides inflammables, contenus dans des récipients dont le volume est strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L, ne dépasse pas 7,60 mètres de hauteur.**

**Enfin et surtout, l'exploitant doit, sous 3 mois, supprimer le stockage des produits combustibles au Nord de la cellule 1, tout en respectant la séparation de 4,5 m entre les derniers îlots de stockage et la paroi du bâtiment de la cellule C1, face à la parcelle n°64. En cas d'impossibilité de revoir l'aménagement de la partie Nord de la cellule C1, l'exploitant devra proposer à l'Inspection de nouvelles mesures constructives, assorties d'une étude et d'une modélisation des flux thermiques émis lors d'un incendie et des moyens mis en œuvre afin de réduire, voire de supprimer, les effets thermiques susceptibles d'être engendrés en cas d'incendie de l'entrepôt.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 7 : Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention local sprinklage - réservoir de fuel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut. Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.
<b>Constats :</b>  La précédente inspection du site, datée du 11/02/2020, avait relevé que le local sprinklage disposait d'un réservoir de fuel simple enveloppe pour l'alimentation des pompes et une réserve de fuel de 200 L en fûts plastiques entreposés sur un chariot, ce qui était susceptible de créer une pollution des eaux en cas de fuite. Il avait été alors demandé la mise en place de rétentions adaptées.  Lors de la présente inspection, il a été constaté que si la réserve de fuel n'est plus en fût plastique, mais dans un fût métallique, elle reste encore stockée sur un chariot et aucune rétention n'a été installée par l'exploitant. Celui-ci a indiqué avoir pris connaissance de la demande de l'inspection de 2020 en préparant la présente inspection et a indiqué qu'il a immédiatement entamé les démarches pour mettre en place une rétention dans le local sprinklage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit, sous 1 mois, mettre en place les rétentions adaptées pour la réserve de fuel en fût métallique dans le local sprinklage et apporter la preuve à l'Inspection de la bonne réalisation de cette action corrective en suivant.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 8 : Etiquetage des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS et étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les solides, liquides, gaz ou gaz liquéfiés toxiques sont contenus dans des emballages ou récipients conformes à la réglementation en vigueur en France. Les emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, notamment à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ou au règlement CLP no 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et mélanges.</p>
<b>Constats :</b> <p>S'agissant du stockage de produits dangereux, géré directement par la société EYREIN INDUSTRIE sur le site de la société FROIDEFOND, le représentant de la société EYREIN INDUSTRIE a indiqué que les FDS sont présentes à l'attention des clients sur le site internet d'EYREIN INDUSTRIE, mais précise que pour certains produits spécifiques, les FDS ne sont pas publiées sur le site et ne sont accessibles que par quelques personnes, pour des raisons de confidentialité.</p> <p>Sur le site de la société FROIDEFOND, seuls les deux salariés détachés de la société EYREIN INDUSTRIE ont un accès aux FDS, via un ordinateur, sur poste fixe, situé dans un local bureau dans la cellule 2, qui n'est pas connecté au réseau informatique de la société FROIDEFOND. La sauvegarde du fichier est uniquement faite à EYREIN INDUSTRIE.</p> <p>Aussi, il apparaît qu'en cas de perte d'utilités ou en cas d'incendie dans la cellule 2, l'accès à ce répertoire sur l'ordinateur fixe ne sera pas possible sur le site de la société FROIDEFOND. Il est précisé par le représentant de la société EYREIN INDUSTRIE que l'accès aux données restera possible depuis la société EYREIN INDUSTRIE, située à Eyrein, soit à plus de 45 km et 40 min, du site de la société FROIDEFOND. Le répertoire montré à l'Inspection comporte actuellement 271 FDS.</p> <p>Par ailleurs, sur site, s'agissant de l'étiquetage des produits dangereux, il a été constaté, par sondage, que les emballages des produits entreposés portent bien en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>La société FROIDEFOND doit s'assurer, en cas de perte d'utilités ou d'incident sur le site, que l'état des stocks de l'ensemble des produits dangereux stockés sur son site, ainsi que les FDS des produits dangereux stockés restent notamment accessibles, pour les services d'incendie et de secours.</b></p> <p><b>L'exploitant doit donc, sous 15 jours, proposer à l'Inspection un moyen permettant de garantir l'accès aux FDS des produits dangereux en toute circonstance. Ce moyen doit, en outre, pouvoir être mis à jour au fil de l'eau et être en parfaite cohérence avec les données présentes sur le réseau de la société EYREIN INDUSTRIE. A ce titre, l'exploitant communiquera à l'Inspection la méthodologie utilisée pour garantir cette cohérence et la mise à jour des données.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 9 : Rétention des aires et locaux de travail**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - article 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de rétention pour les locaux et aires de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le sol des locaux et des aires de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, inerte vis-à-vis des produits, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilités traitées conformément au point 5.7 et au titre 7.
<b>Constats :</b>  Interrogé quant aux aménagements réalisés à la suite du stockage des produits dangereux dans la cellule 2, l'exploitant a indiqué qu'il existe une pente douce naturelle permettant de diriger les eaux de lavage, d'extinction et les produits répandus accidentellement vers le centre de la cellule.  En outre, une bordure de 4 cm est également présente, permettant ainsi de retenir les eaux de lavage, d'extinction et les produits répandus accidentellement.  Les produits dangereux stockés au niveau du sol sont entreposés sur des palettes de 10 cm de haut. Il a toutefois été constaté, lors de l'inspection, des bidons de produits entreposés à même le sol, ce qui devra être corrigé.  Par ailleurs, deux boudins obturateurs, mesurant entre 8 et 10 cm de haut, ont été installés devant deux issues de la cellule 2, dont une issue de secours, permettant d'isoler et de séparer la cellule tant de l'extérieur que de la cellule 1. Toutefois, il a été constaté que ces boudins sont en mousse, très légers et que celui apposé devant l'issue de secours est trop long par rapport au seuil de porte devant lequel il a été installé et ne permet pas une isolation optimale entre l'intérieur de la cellule et l'extérieur. Ainsi, en cas de déversement de produits, ces boudins auraient un effet absorbant et une fois plein ils dégorgeraient, voire n'empêcheraient pas le déversement de produits en dehors de la zone, les rendant ainsi inopérants et inefficaces.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit, sans délai, entreposer les bidons de produits dangereux actuellement posés à même le sol, sur palettes et en apporter la preuve à l'Inspection. Une consigne en ce sens devra également être redonnée aux salariés de la société EYREIN INDUSTRIE, en charge de la manipulation de ces produits.</b>  <b>L'exploitant doit, sous 15 jours, corriger les non-conformités constatées sur les boudins obturateurs ou préciser à l'Inspection le moyen alternatif mis en place afin de contenir les produits dangereux en cas de déversement, mais également les eaux de lavage ou d'extinction. L'exploitant devra toutefois être vigilant à ce que le système proposé n'obstrue pas l'accès aux issues et n'entrave pas l'évacuation du personnel.</b>

<p><b>Par suite, il devra adresser à l'Inspection la preuve du remplacement des boudins obturateurs et décrire la constitution des nouveaux dispositifs mis en place.</b></p> <p><b>L'exploitant devra par ailleurs justifier à l'Inspection, sous 3 mois, le bon dimensionnement de ce système de rétention des eaux d'extinction en cas de sinistre.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 10 : Cuvettes de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité de rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage comprenant des substances ou préparations liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Les récipients fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en condition normale.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection que le site comporte une rétention commune et que le volume de la rétention sur la cellule 2 est de 160 m<sup>3</sup>, pour un volume de 300 m<sup>3</sup> de produits dangereux, ce qui représente plus de 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>De plus, il n'a pas été constaté sur le site de récipients fixes devant être munis de jauges de niveau.</p> <p>Interrogé sur le dispositif d'obturation en cas de déversement de produits dangereux, l'exploitant a indiqué qu'il ne peut y avoir aucune sortie directe de produit du site, mais que si cela venait à se produire, une vanne d'isolement, située devant l'entrepôt, permettrait d'isoler les eaux du bâtiment des divers réseaux.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué avoir mis en place le jour même de la présente inspection un nouveau neutralisant à utiliser en cas de déversement accidentel de produits dangereux dans la cellule 2.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 11 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées.</p> <p>[...] Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>[...] La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>AM 11/04/2017 modifié - annexe II - article 22 - Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection que les dispositifs de désenfumage sont vérifiés annuellement par la société DEKRA, qui procède à des essais annuels.</p> <p>A ce titre, l'exploitant précise que le désenfumage fonctionne grâce à un système de bouteilles de gaz et qu'il dispose, en remise, d'un stock de bouteilles afin d'anticiper le remplacement des bouteilles utilisées lors des essais.</p> <p>En revanche, l'exploitant n'a pas su confirmer à l'Inspection que les dispositifs de désenfumage sont à commandes manuelles et automatiques, ni si le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique.</p> <p>L'exploitant a communiqué deux rapports de vérification périodique de l'installation désenfumage naturel, des portes coupe-feu et de l'équipement d'alarme type 4 du 09/12/2024 (N°062021602401R001) et du 27/07/2025 (N°062021602501R001) établis par la société DEKRA.</p> <p>Les rapports relèvent la présence de 58 exutoires de fumées sur le site, alors que le dossier d'enregistrement indique la cellule C1 comporte 51 trappes et la cellule C2 38 trappes. Ce point est donc à vérifier par l'exploitant.</p> <p>Le rapport du 09/12/2024 indique que les essais fonctionnels des exutoires en toiture n'ont pas été effectués en raison de l'absence de cartouche de gaz de remplacement pour laisser l'installation en état de fonctionnement après l'essai. Le rapport indique également "SO" (sans objet) s'agissant</p>

des commandes automatiques des exutoires en toiture, à l'exception de 6 exutoires dont la commande automatique proviendrait de la détection automatique d'incendie.

Le rapport du 27/07/2025 indique que les essais fonctionnels des exutoires ont été réalisés et leur état, comme leur fonctionnement, sont satisfaisants. L'exploitant disposait donc bien du stock de bouteilles de gaz de remplacement nécessaires pour faire les essais.

Interrogé sur le suivi des non-conformités constatées dans ces rapports (sur les portes coupe-feu et les alarmes), le représentant de la société FROIDEFOND a indiqué qu'il adresse les observations faites par DEKRA à la Direction du site qui gère elle-même et seule, le suivi de ces anomalies. Toutefois, il n'existe pas de registre de suivi de ces anomalies permettant notamment de relever la date des actions correctives mises en œuvre.

Sur site, la présence des commandes de désenfumage a été constatée, mais l'exploitant doit s'assurer que la localisation des clés d'ouverture de ces commandes soient connues par les salariés du site.

Par ailleurs, il a été constaté dans la cellule 1, par sondage, que des commandes ne sont pas accessibles, du stockage ayant été entreposé devant elles, les rendant ainsi inaccessibles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit confirmer, sous 7 jours, que :**

- la surface des exutoires de fumée présents sur le site est cohérente avec l'objectif défini dans le dossier d'enregistrement ;
- les dispositifs de désenfumage sont à commandes manuelles et automatiques ;
- le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique ;
- les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

**Il doit également s'assurer que l'ensemble des commandes de désenfumage soient bien matérialisées et reportées sur le plan d'évacuation. Dans la négative, il doit, sous 1 mois, mettre à jour ce plan et le communiquer en suivant, sans délai, à l'Inspection.**

**L'exploitant doit déplacer, sans délai, le stockage entravant l'accès aux commandes de désenfumage dans la cellule 1 et doit en apporter la preuve à l'Inspection en suivant.**

**De plus, il doit s'assurer que, sur l'ensemble du site, l'accès à ces commandes est toujours possible quelles que soient les circonstances y compris suite au réaménagement du site.**

**Enfin, l'exploitant doit, sous 3 mois, mettre en place un registre de suivi des anomalies concernant les dispositifs de désenfumage (ou a minima indiquer sur le rapport de vérification la date de réalisation des actions correctives, ainsi que le nom de la société intervenue). Il devra apporter, en suivant, à l'Inspection, la preuve de la bonne mise en place de ce registre.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription**

**Proposition de délais : 3 mois**

## N° 12 : Détection automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de détection automatique d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage (...).</p>
<b>Constats :</b> <p>Le dossier d'enregistrement du site indique, page 37, que la détection automatique est assurée par le dispositif d'extinction lui-même, ce dispositif assure également l'alarme en cas d'incendie. Il précise également que le site est sous télésurveillance 24h/24 et qu'en l'absence de personnel, en cas de détection incendie, l'alarme est transmise à la société de télésurveillance.</p> <p>Interrogé sur le fonctionnement de la détection automatique d'incendie, l'exploitant a confirmé que le site est placé sous télésurveillance 24h/24 auprès de la société SECURITAS. Il précise que la centrale incendie du site est reliée directement à la télésurveillance.</p> <p>Concernant le fonctionnement de la détection automatique pendant les heures ouvrées (8h - 18h), en cas de détection, un signal sonore et lumineux retenti sur le boîtier de la détection situé dans un local à proximité des bureaux administratifs, l'exploitant peut également voir sur ce boîtier dans quelle zone du site la détection a été faite (le plan des zones sprinklage est affiché à côté), ce qui permet de faire une levée de doute. La centrale incendie située à proximité des bureaux administratifs s'enclenche également, puis un appel est passé par la télésurveillance aux deux Directeurs du site, pour qu'un déclenchement manuel de l'alarme incendie dans l'enceinte totale de l'entrepôt soit fait en suivant.</p> <p>Interrogé sur la puissance de l'alarme sonore de la détection incendie, la porte des bureaux administratifs étant fermée, l'exploitant a indiqué que celle-ci est assez forte pour être entendue dans les bureaux.</p> <p>Toutefois, lors de la visite du site, l'alarme a été déclenchée du fait de l'ouverture du local sprinklage, or en revenant vers le boîtier détection incendie en retour d'inspection, il a été constaté que le local dans lequel elle se trouve était fermé, tout comme les bureaux administratifs, et que de ce fait, l'alarme s'entendait assez peu. Interrogé sur le fait de savoir si les Directeurs du site, MM. Froidefond, avaient été sollicités par la télésurveillance, l'exploitant a indiqué qu'étant donné que nous étions en inspection, l'alarme n'avait sans doute pas été prise en compte par ces derniers.</p> <p>En dehors des heures ouvrées, en cas d'alerte sur le site, la télésurveillance appelle en premier niveau MM. Froidefond, père et fils, qui peuvent intervenir en 10 min sur le site. S'ils ne répondent pas, la télésurveillance appelle en suivant les forces de l'ordre qui se déplacent sur site pour faire</p>



une levée de doute.

L'exploitant a par ailleurs indiqué que si le SDIS n'était pas encore venu sur site, il a été sollicité et devrait venir sur site en 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra indiquer si pour la cellule 1, comportant une mezzanine, un système de détection dédié et adapté est prévu conformément aux dispositions de l'article 12 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017 modifié susvisé. A défaut, il devra mettre en place un système de détection spécifique à la mezzanine, sous 4 mois.

L'exploitant devra préciser, sans délai si, en dehors du local où se situe la centrale incendie, la détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et dans la négative, il devra, sous 4 mois, mettre en place cette alarme.

L'exploitant devra, sous 1 mois, indiquer à l'Inspection comment fonctionne le système de détection automatique en cas de perte d'utilités sur le site.

L'exploitant devra, sous 3 mois, tester le système de détection automatique d'incendie, et établir un compte-rendu qui devra être adressé en suivant à l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

## N° 13 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ul style="list-style-type: none"><li>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li><li>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</li></ul></li></ul> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li><li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li><li>- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</li></ul> <p>(...)</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>AM 11/04/2017 modifié - annexe II - article 22 - Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>

AM 23/12/1998 modifié - annexe I - article 4.2 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés ;
- d'une réserve de sable meuble et sec adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage ;
- un système interne d'alerte incendie.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

#### Constats :

**S'agissant des Robinets incendie armés (RIA) et des extincteurs**, l'exploitant confirme que leur vérification est faite annuellement par la société DESAUTEL. Il précise que les RIA font l'objet d'une vérification via un Q4 étendu, mais que prochainement le contrôle se fera via un Q5 (devis en cours avec la société DESAUTEL). Deux rapports de vérification périodique Q4, des 05/04/2023 et 04/12/2024 (faisant suite aux contrôles réalisés ces mêmes jours), ont été transmis.

Le rapport du 05/04/2023 fait état de non-conformités sur 2 extincteurs en raison de choc sur leurs cuves et indique que le Q4 n'est pas conforme pour non présentation du certificat Q1/Q5 conforme par le client. En outre, ce rapport fait apparaître une proposition "*concernant la mise en place d'extincteurs sur roues pour la mise à niveau de la protection du site*".

Le rapport du 04/12/2024 indique que le site est conforme et maintenu conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.

Sur site, par sondage, il a été constaté que les RIA et extincteurs contrôlés disposent tous d'une étiquette sur laquelle est indiquée la date de 12/2024, soit celle du dernier contrôle Q4, à l'exception d'un RIA de la cellule 1 sur lequel est indiquée la date de 04/2023. A ce titre, l'accès à ce RIA, ainsi qu'aux extincteurs placés en dessous, était obstrué par un chariot de nettoyage.

Il a été constaté que d'autres RIA et extincteurs, dans la cellule 1, n'étaient pas accessibles en raison de l'aménagement actuel du stockage, les rendant ainsi inopérants.

Dans la cellule 2, au niveau du stockage des produits EYREIN INDUSTRIE, il a été constaté que l'accès à un RIA et à deux extincteurs est gêné par une barre transversale présente sur le rack, à hauteur de tête. Cette barre devra donc être rehaussée afin d'éviter toute entrave à l'accès à ces équipements. Dans cette même cellule, deux autres extincteurs étaient également inaccessibles en raison de stockages placés devant.

L'exploitant doit laisser les RIA et extincteurs accessibles en toute circonstance, il doit également s'assurer que l'ensemble de ces équipements soit contrôlé par l'organisme de contrôle.

**S'agissant du sprinklage**, à la suite de la précédente inspection du 11/02/2020, l'exploitant avait communiqué le rapport de vérification périodique (Q1) du 18/12/2019 rédigé par la société DEKRA, qui concluait sur 5 observations et 1 non-conformité susceptible de mettre en échec le système, à savoir : *"Le réseau du côté droit de l'entrepôt n'est pas complet, il manque des têtes de sprinklers : réseau à compléter. La configuration initiale du réseau maillé n'a pas pu être achevée du fait que le garage n'est pas hors gel. Le collecteur passif servant à l'équilibrage et l'alimentation des sprinklers en toiture prévu dans le garage n'a pas été installé. EN CAS D'INCENDIE LES SPRINKLERS SOLLICITES NE POURRONT PAS ASSURER LA PROTECTION DANS CE SECTEUR"*.

L'exploitant a communiqué le compte-rendu de vérification semestrielle Q1 du 03/01/2024 (visite datée du 13/12/2023 - date de la vérification précédente : 09/06/2023), établi par la société F. GUILLOT. Il en ressort 3 non-conformités susceptibles de mettre en échec l'installation, à savoir :

- le réseau du côté droit de l'entrepôt n'est pas complet, il manque des têtes de sprinklers : réseau à compléter ;
- la configuration initiale du réseau maillé n'a pas pu être achevée en raison du fait que le garage n'est pas hors gel ;
- le collecteur passif servant à l'équilibrage et l'alimentation des sprinklers en toiture prévu dans le garage n'a pas été installé.

Le rapport conclut qu'en cas d'incendie, les sprinklers sollicités ne pourront pas assurer la protection dans ce secteur.

En outre, 7 non-conformités n'entraînant pas un risque de mise en échec ont été relevées et 8 observations ont été faites, dont le non fonctionnement des reports d'alarmes vers la télésurveillance ou encore vérifier ou remplacer le débitmètre hors-service.

L'exploitant a communiqué le rapport Q1 daté du 17/07/2025 (visite du 06/06/2025) établi par la société AAI, qui précise que pour chacune des sources 1 et 2, le volume d'eau utile des réserves est de 449 m<sup>3</sup>. Il conclut à une non-conformité avec risque de mise en échec, en raison d'une non-conformité au référentiel APSAD R1, ainsi qu'une anomalie sans risque de mise en échec liée à l'insuffisance du sprinklage dans la zone archive R+1. Diverses observations sont faites concernant le local source, dont le fait que sur le moteur 1 le démarrage d'urgence sur pressostat 2 ne fonctionne pas et sur le poste 1 la cloche ne sonne pas, mais le report d'alarme se fait.

L'exploitant indique à l'Inspection qu'au jour de la visite, aucune action corrective n'a été mise en œuvre, mais que des plaques devront être apposées au plafond du local source car les parpaings du plafond s'effritent en raison des vibrations des canalisations du sprinklage.

S'agissant du suivi du volume d'eau des réserves, l'exploitant précise que celui-ci est contrôlé grâce à un système de flotteur. Aussi, quand le volume d'eau baisse, une alarme se déclenche sur le tableau du sprinklage et la pompe Jockey se déclenche automatiquement afin de réaliser l'appoint d'eau dans la cuve. Un contrôle de cette installation (démarrage de la pompe notamment) est réalisé chaque semaine et conduit à la remise à niveau d'eau dans la cuve tous les 2 mois environ.

La cuve, située dans un local à l'extérieur du site, est contrôlée par la société AAI, qui fait une vérification triennale, notamment de l'intérieur de la cuve grâce à un plongeur, ce qui évite de la vider. Lors de la visite, une fuite d'eau a été constatée, l'exploitant a indiqué qu'il ne s'agissait pas d'une fuite, mais du trop-plein de la cuve, celle-ci étant ouverte sur le dessus, elle rejette l'excédent d'eau au sol.

La précédente inspection avait relevé qu'il n'y avait pas suivi de la maintenance du système d'extinction automatique et sollicitait la mise en place d'un plan de suivi et un enregistrement sur registre des opérations de maintenance sur ce système. Interrogé sur ce point, l'exploitant a indiqué n'avoir pas mis en place ce suivi.

**S'agissant des portes coupe-feu**, le rapport "Installation désenfumage naturel, portes coupe-feu et équipement d'alarme type 4" établi par la société DEKRA, daté du 09/12/2024, relève 6 anomalies sur les équipements de compartimentage et de recoupement, à savoir :

- 3 anomalies sur la porte coulissante à fermeture automatique entre les cantons n°6 et 7,
- 3 autres sur la porte coulissante à fermeture automatique entre le local charge batteries et le dépôt.

Parmi ces anomalies, il convient de relever la présence d'un dispositif de calage bloquant la porte entre les cantons n°6 et 7 en position ouverte ou encore la déformation du cadre métallique vertical de butée des deux portes, ainsi que le Dispositif Actionné de Sécurité qui ne fonctionne pas après la sollicitation de ses commandes sur la porte entre le local charge batteries et le dépôt. Le rapport de vérification périodique "installation désenfumage naturel, portes coupe-feu et équipement d'alarme type 4" établi par la société DEKRA, daté du 27/07/2025, relève 6 anomalies sur les équipements de compartimentage et de recoupement, dont 5 récurrentes. Parmi ces anomalies :

- 3 sont récurrentes et concernent la porte coulissante à fermeture automatique entre les cantons n°6 et 7,
- 3 autres, dont 2 sont récurrentes, concernent la porte coulissante à fermeture automatique entre le local charge batteries et le dépôt.

Le constat relatif à la présence d'un dispositif de calage concerne désormais les deux portes et le constat relatif à la déformation du cadre métallique vertical de butée de la porte entre le local charge batteries et le dépôt est toujours présent.

Interrogé quant au suivi de ces anomalies, l'exploitant a indiqué que rien n'avait été corrigé sauf à s'assurer que le dispositif de calage avait été supprimé. Toutefois, le jour de la présente inspection, il a été constaté que la porte coupe-feu coulissante séparant la cellule 1 et la cellule 2 était ouverte et maintenue dans cette position à l'aide d'une cale, malgré les dires de l'exploitant. Une fois cette cale enlevée, il a été constaté que cette porte se refermait seule et que le mécanisme servant à son ouverture/fermeture automatique semblait hors-service. En outre, il a été constaté que le cadre métallique de cette porte était dégradé, rendant le dispositif coupe-feu probablement inopérant.

**Concernant l'adaptation des moyens de lutte contre l'incendie à la suite du stockage de produits dangereux**, l'exploitant a indiqué avoir mis en place divers aménagements et équipements, dont une réserve de sable dans un bac et des pelles, ainsi qu'un absorbant et un neutralisant en cas de déversement de produit, ce qui a été constaté pendant l'inspection.

**S'agissant des moyens d'alerte des secours**, l'exploitant indique que le site est sous télésurveillance 24h/24 et qu'en cas d'alerte, un appel est passé à MM. Froidefond qui peuvent se rendre sur site pour la levée de doute, en 10 min, et s'ils ne répondent pas, un appel est passé directement aux forces de l'ordre. La société de télésurveillance ne se déplace jamais sur site. Les rapports précités de DEKRA font état d'anomalies sur l'équipement d'alarmes, dont 2 en 2025.

**S'agissant des exercices de défense incendie**, l'exploitant indique que ces exercices n'ont pas été réalisés.

**S'agissant des exercices de défense incendie**, ces exercices n'ont pas été réalisés.

**S'agissant de la formation du personnel sur les risques des installations**, si les personnels guides-files, serres-files, le coordonnateur sécurité et les équipiers incendie volontaires sont désignés dans les consignes d'évacuation, l'exploitant a indiqué qu'aucune formation n'avait été suivie en interne pour former le personnel sur les risques des installations. Le personnel a été formé dans d'autres expériences professionnelles, mais pas au sein de la société. Il n'existe aucun suivi du recyclage des formations.

Aucun plan n'a été mis en place pour le suivi des anomalies relatives aux moyens de lutte contre l'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit s'assurer de respecter la fréquence annuelle de vérification des RIA et extincteurs, en ce que la durée entre les deux contrôles de 2023 et 2024 est quasiment de 2 ans (04/2023 - 12/2024). Il doit veiller à ce que l'ensemble de ces équipements soit dûment contrôlé par l'organisme de contrôle. L'exploitant doit, sans délai, dégager l'ensemble des accès aux RIA et extincteurs et en apporter la preuve à l'Inspection. Il doit s'assurer que ces équipements restent accessibles en toute circonstance. Le réaménagement de la cellule 1 devra prendre en compte cette exigence.

L'exploitant doit s'assurer de respecter la fréquence semestrielle de vérification du système d'extinction automatique. Il doit, sous 3 mois, mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin de remédier aux anomalies constatées dans le dernier rapport Q1 de la société AAI et apporter, en suivant, à l'Inspection, la preuve de la bonne réalisation de ces actions.

L'exploitant doit, sous 3 mois, mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin de remédier à l'ensemble des anomalies relatives aux portes coupe-feu et équipements d'alarme type 4, constatées dans les rapports relatifs aux installations de désenfumage naturel, portes coupe-feu et équipements d'alarme type 4 de la société DEKRA et doit apporter, en suivant, à l'Inspection, la preuve de la bonne réalisation de ces actions.

Il doit, sans délai, apposer des affiches sur les portes coupe-feu permettant d'identifier clairement leur caractère coupe-feu et permettant d'interdire la mise en place de tout dispositif de blocage de ces portes. Il doit apporter la preuve à l'Inspection de la mise en place de cette consigne et il doit également diffuser cette information à l'ensemble du personnel des sociétés FROIDEFOND et EYREIN INDUSTRIE.

L'exploitant devra mettre en place, sous 1 mois, un plan de suivi des anomalies sur le système d'extinction automatique et sur les moyens de lutte contre l'incendie (RIA, extincteurs, installations de désenfumage, portes coupe-feu et équipement d'alarme type 4) et procéder à l'enregistrement, sur un registre, des opérations de maintenance et adresser à l'Inspection, la preuve de la mise en œuvre de ce registre. A minima, il est demandé à l'exploitant d'annoter les rapports de vérifications afin d'y faire figurer, par anomalies, les dates des actions correctives ainsi que le nom de la société intervenante.

Sur le stockage de produits dangereux, l'exploitant devra s'assurer de disposer en permanence d'un stock suffisant de sable et d'absorbant-neutralisant. Ainsi, en cas d'incident, il devra recharger, de façon systématique, ce stock.

Sur les exercices de défense incendie, l'exploitant devra, sous 3 mois, réaliser le premier exercice, en lien éventuellement avec le SDIS. La date de réalisation de l'exercice devra être communiquée en amont à l'Inspection et le compte-rendu devra également être adressé en suivant. Ces exercices devront être renouvelés a minima tous les 3 ans.

<p>L'exploitant devra s'assurer, sous 3 mois, de la bonne formation du personnel de l'entreprise, ainsi que du personnel des entreprises extérieures (chauffeurs notamment) sur les risques des installations, les conduites à tenir en cas d'incident sur le site et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Les personnes désignées par l'exploitant pour intervenir doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours. A ce titre, les attestations de formation de ces personnes devront être adressées à l'Inspection en suivant.</p> <p>Enfin, s'agissant des poteaux incendie, à la suite de la visite du SDIS prévue en 2026 sur le site, l'exploitant devra communiquer à l'Inspection les débits disponibles sur chacun des poteaux, alimentés par le réseau public ou privé, couvrant le site, ainsi que leur débit en simultané.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Evacuation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice d'évacuation du personnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. [...]</p> <p>En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection ayant eu lieu le 11/02/2020, l'Inspection avait relevé que la fréquence semestrielle pour les exercices d'évacuation n'était pas respectée.</p> <p>Interrogé sur la mise en œuvre des exercices d'évacuation, l'exploitant a indiqué avoir seulement mis en place ces exercices au cours de l'été 2025. Ainsi, le premier exercice a été réalisé le 24/07/2025. L'exploitant a communiqué deux comptes-rendus.</p> <p>Le premier concerne le personnel se trouvant à l'avant du bâtiment, soit là où se situent les bureaux administratifs. Il en ressort que l'évacuation totale a duré 1 min 30 mais que seules 8 personnes sur les 12 présentes ont évacué le site et émargé la feuille de présence. Il est relevé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ni la Direction et son rendez-vous, ni le chef de quai, ni les chauffeurs n'ont réalisé l'exercice ;</li> <li>- une difficulté tient au fait qu'il n'y a pas de panneaux aux points de rassemblement.</li> </ul> <p>Sur ce dernier point, il a été constaté, lors de la présente inspection, qu'un panneau avait été apposé pour matérialiser le point de rassemblement situé sur le parking, à droite de l'entrée du site, le long de la clôture.</p> <p>Le second compte-rendu concerne l'arrière du bâtiment. L'évacuation a duré 1 min et les 3 personnes présentes ont dûment évacué le site et émargé la feuille de présence. Il en ressort une difficulté liée à l'absence de panneaux.</p>

L'exploitant a également communiqué le plan d'évacuation du site, établi par la société DESAUTEL, sur lequel plusieurs difficultés apparaissent, à savoir :

- les portes coupe-feu doivent être mieux matérialisées sur le plan ;
- l'extincteur sur roue doit être mieux matérialisé ;
- le plan ne comporte aucune date de mise à jour ;
- les noms des responsables du site et leurs coordonnées téléphoniques ne sont pas indiquées ;
- le ou les points de rassemblements ne sont identifiées ni sur le plan, ni dans les consignes ;
- tous les locaux de charge ne sont pas identifiés ;
- toutes les commandes de désenfumage ne semblent pas être identifiées ;
- la mezzanine présente dans la cellule 1 n'est pas matérialisée, le plan ne concernant que le rez-de-chaussée.

En outre, lors de l'inspection du site, il a été constaté, par sondage, que les consignes d'évacuation sont affichées à l'entrée de la cellule 1 et désignent les guide-files, serres-files, le coordonnateur sécurité, ainsi que les équipiers incendie volontaires.

Il a également été constaté, par sondage, qu'une sortie de secours de la cellule 1 était obstruée par le stockage de GRV de glucose.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit sensibiliser l'ensemble du personnel à la réalisation des exercices d'évacuation du site. Ainsi, il doit, sous 3 mois, réaliser un nouvel exercice d'évacuation du personnel et s'assurer que l'ensemble du personnel présent, Direction et chef de quai y compris, ainsi que les personnes extérieures au site (chauffeurs, visiteurs, etc.) qui doivent être informées des consignes d'évacuation, participent à l'exercice.**

**Il devra adresser le compte-rendu de ce nouvel exercice à l'Inspection en suivant.**

**Par suite, ces exercices devront être réalisés tous les 6 mois, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017 modifié.**

**L'exploitant doit en outre, sans délai, s'assurer que l'ensemble des points de rassemblement du site soient identifiés par un panneau et que ces points de rassemblement soient connus par l'ensemble du personnel de l'entreprise et des personnels et visiteurs extérieurs.**

**L'exploitant doit libérer, sans délai, l'accès à la sortie de secours de la cellule 1, entravée par le stockage de GRV de glucose et s'assurer que l'ensemble des sorties de secours du site soient accessibles en toute circonstance.**

**Enfin, au regard de l'ensemble des constats faits sur le plan d'évacuation, celui doit être revu et corrigé par l'exploitant, dans un délai d'1 mois et ce plan devra être adressé à l'Inspection. L'exploitant devra s'assurer de la bonne mise à jour de ce plan dans les différents locaux du site.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 3 mois**



## N° 15 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>AM 11/04/2017 modifié - Annexe II - article 22 - Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>AM 23/12/1998 modifié - Annexe I - article 3.6 - Vérification périodique des installations électriques Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés, notamment par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection que les installations électriques étaient vérifiées chaque année par la société DEKRA et qu'en dehors de ces vérifications annuelles, aucune autre vérification n'est menée sur le site.</p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport de vérification périodique (n°062021592401R001) daté du 17/07/2024, qui fait état de 19 anomalies et qui note que la vérification a été partielle, faute notamment de mise à disposition de moyens d'accès ou d'absence d'autorisation de coupure.</p> <p>Le rapport Q18, établi par DEKRA et également daté du 17/07/2024, a été communiqué et précise qu'une vérification complète des installations électriques a été réalisée. Ce rapport conclut en indiquant que l'installation électrique du site peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion, en raison d'un défaut de continuité du conducteur de protection dans les locaux à risques d'incendie et/ou zone à risques d'explosion qui a déjà été signalé à l'exploitant. Toutefois, ces éléments sont incohérents avec l'annexe du Q18 qui elle est sans observation et qui indique "nouveau", mais également "motif de non vérification : CNA", pour deux types de constatations.</p> <p>L'exploitant a également communiqué le rapport quadriennal de vérification périodique (n°062021592501R001) daté du 04/07/2025, qui dénombre 36 non-conformités, dont 17 récurrentes.</p>

Le rapport Q18 établi par DEKRA, également daté du 04/07/2025, a été transmis et conclut de nouveau en indiquant que le site peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion, mais cette fois-ci en raison de la présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques, en précisant dans l'annexe que cette anomalie a été constatée dans le coffret électrique des circuits terminaux de l'entrepôt n°2, sur les canalisations.

S'agissant du suivi des actions correctives de ces anomalies, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de registre. Les rapports remis ne font état d'aucune annotation relative à des dates d'intervention.

Pour les interventions, l'exploitant a indiqué qu'une fois le rapport obtenu, il fait appel à une société locale, FM Elec, pour corriger les anomalies constatées et sollicite un devis. Il explique que si les anomalies sont récurrentes, c'est qu'il n'a pas été donné suite au devis.

Enfin, l'exploitant a communiqué le dossier de contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge n°147510872501 R001, rédigé par la société DEKRA Industrial, daté du 17/07/2025. L'exploitant a indiqué qu'il s'agit du premier rapport Q19 établi pour le site. Le rapport conclut en indiquant : *"Au vu des éléments contrôlés de l'installation électriques tel qu'ils sont définis dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage, et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, le risque de départ de feu est faible. L'installation électrique de cet établissement est en bon état apparent"*. Toutefois, ce rapport précise également que l'intégralité des matériels et/ou ensembles d'appareillage déclarés n'a pu être contrôlée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit, sous 3 mois, corriger l'ensemble des anomalies constatées dans les rapports de vérification des installations électriques de la société DEKRA du 04/07/2025.**

**Il doit, en outre, sous 1 mois, mettre en place un registre de suivi des anomalies pour ces installations, dans lequel il devra lister l'ensemble des anomalies constatées, la date de sollicitation d'un devis, la société sollicitée, la date d'intervention et de correction de l'anomalie, ainsi que le nom de la société intervenante. Ce registre, une fois établi, devra être communiqué à l'Inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 16 : Dispositif de coupure générale de la station service**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Essai de fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  L'inspection du 11/02/2020 avait relevé qu'aucun justificatif de réalisation annuelle de l'essai de bon fonctionnement du dispositif de coupure générale de la station service n'avait été transmis. Interrogé sur ce point, l'exploitant a indiqué avoir procédé, en interne, à l'essai sollicité le 16/09/2025 et que celui-ci est conforme et a fourni à l'Inspection l'attestation de conformité.  Il a été constaté sur site que le bouton de coupure générale de la station-service est présent dans un coffret situé le long de la paroi de l'entrepôt et qu'un autre bouton d'arrêt d'urgence était situé à proximité de la pompe d'AdBlue. Afin d'éviter toute confusion sur ces dispositifs d'arrêt d'urgence, l'exploitant doit mieux identifier le bouton d'arrêt d'urgence de la station-service.  Enfin, le rapport de vérification quadriennal de vérification périodique N° 062021592501R001 de la société DEKRA daté du 04/07/2025 relève une absence de liaison équipotentielle avec la liaison équipotentielle principale (LEP) du site, et indique qu'elle est à réaliser.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit, sous 7 jours, mieux identifier le bouton d'arrêt d'urgence de la station-service et en apporter la preuve à l'Inspection.</b>  <b>L'exploitant doit, sous 3 mois, réaliser la liaison équipotentielle de l'armoire de la station service, comme préconisé par le rapport DEKRA du 04/07/2025 susvisé et apporter la preuve à l'Inspection de la bonne réalisation de cette action corrective en suivant.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 17 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. (...) Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.  AM 04/10/2010 modifié - article 22 L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
<b>Constats :</b>  Interrogé quant au suivi des installations de protection contre la foudre, l'exploitant a indiqué qu'aucun suivi n'avait été fait et donc qu'aucune vérification complète ou visuelle n'avait été faite.  L'exploitant a également indiqué ne pas savoir si le site dispose ou non d'un compteur d'impacts de foudre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit, sous 2 mois, procéder à une vérification complète des installations de protection contre la foudre et adresser en suivant le rapport de vérification à l'Inspection.</b>  <b>Il doit en suivant, annuellement, faire procéder à une vérification visuelle de ces installations. Les vérifications complètes devront être effectuées tous les deux ans par un organisme compétent.</b>  <b>L'exploitant doit vérifier si le site est doté ou non d'un compteur d'impacts de foudre. Dans l'affirmative, il transmettra à l'Inspection la preuve de l'installation de ce dispositif. Dans la négative, il devra, sous 6 mois, mettre en place un dispositif permettant d'enregistrer les agressions de la foudre sur le site. Par suite, en cas de coup de foudre enregistré, l'exploitant devra faire réaliser une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci devra être réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</b>

Il devra également mettre en place un registre permettant de lister les anomalies constatées lors des vérifications faites et de suivre les actions correctives de ces anomalies. Les dates de réalisations des actions correctives devront figurer sur ce registre, ainsi que le nom de la société intervenante.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

N° 18 : Plan de défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 [Plan des réseaux ] et 3.5 [ plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie] de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22 [ pour réduire le risque d'apparition d'un incendie

<p>durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie].</p> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Interrogé quant à la réalisation d'un plan de défense incendie, l'exploitant a indiqué disposer de divers documents, mais que ceux-ci ne sont pas compilés dans un plan de défense incendie et que le site ne dispose donc pas d'un tel document.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra, sous 8 mois, transmettre à l'Inspection un plan de défense incendie établi conformément à l'ensemble des dispositions de l'article 23 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017 modifié susvisé.</p> <p>Ce plan de défense incendie devra être communiqué en suivant au SDIS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 8 mois</p>

#### N° 19 : Consignes d'exploitation produits dangereux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - article 4.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.</p> <p>Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modes opératoires,</li> <li>- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,</li> <li>- les instructions de maintenance et de nettoyage.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur site, il a été constaté la présence, au niveau du stockage des produits dangereux, de consignes en cas de déversement de produits dangereux (document créé le 04/09/2025), décrivant les règles devant être suivies en cas de découverte d'un déversement dans le stockage de produits finis ou à l'extérieur du site.</p> <p>Il est notamment indiqué que des boudins absorbants doivent être installés autour de la palette ou cuve fuyarde ou d'épancher la fuite avec de l'absorbant.</p>

Aussi, l'exploitant devra s'assurer de disposer, en permanence, sur site, de ces dispositifs, et à en avoir suffisamment en stock en cas d'incident.

Des instructions sont également données pour la manipulation des produits récupérés en cas de déversement (utilisation de pelles, seau, récipients vides). Les produits non conformes, fuyards notamment, sont entreposés dans une caisse de transport ADR (Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route) qui doivent être renvoyées chez EYREIN INDUSTRIE, pour re-traitement.

Si les consignes sont effectivement affichées, celles-ci ne sont pas lisibles pour les salariés en ce qu'elles sont affichées en hauteur, sur un rack, sur une simple feuille A4.

L'affichage de ces consignes, tout comme l'affichage de la présence de la zone de stockage des produits dangereux, doivent être mieux matérialisés sur site et intégrer la présence récente du neutralisant à utiliser en cas d'épandage de produits dangereux dans cette zone.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit, sous 1 mois, mieux matérialiser l'affichage des consignes en cas de déversement de produits dangereux, tout comme l'affichage de la présence de la zone de stockage des produits dangereux dans la cellule 2.**

**Il devra, par suite, apporter à l'Inspection la preuve de cette correction.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 20 : Consignes de sécurité station-service**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - article 4.7

**Thème(s) :** Autre, Consignes de sécurité zone de remplissage/livraison

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.5 de la présente annexe ;
- l'obligation du plan de prévention pour les parties de l'installation visées au point 4.6 de la présente annexe ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.5 de la présente annexe ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

**Constats :**

La précédente inspection datée du 11/02/2020 avait relevé l'absence de présence de consignes de sécurité sur la zone de remplissage/livraison de la station-service.

Interrogé sur la formalisation de ces consignes de sécurité, l'exploitant a indiqué avoir apposé sur cette zone des pictogrammes faisant office de consignes de sécurité : interdiction de fumer, d'apporter du feu, de téléphoner, port obligatoire d'EPI.

Toutefois, en dehors de ces pictogrammes aucune autre consigne n'a été écrite.

Sur site, il a été également constaté l'état de détérioration des pompes de la station-service, ainsi que des traces de débordement de carburant au sol, sans réserve d'absorbant à proximité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit, sous 1 mois, rédiger les consignes visées à l'article 4.7 de l'annexe I de l'AM du 15/04/2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.**

**Il doit, en outre, s'assurer de leurs tenues à jour et que celles-ci soient portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci.**

**Ces consignes devront être communiquées à l'Inspection, une fois rédigées.**

**Au regard des constats faits au niveau de la station-service, l'exploitant doit, sous 3 mois, faire vérifier le bon fonctionnement des pompes de distribution et mettre en place une réserve de produit absorbant en cas de débordement.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 21 : Entretien du décanteur-séparateur d'hydrocarbures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - article 5.10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Séparateur d'hydrocarbures de la station service

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique.

[...]

Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.



<p><b>Constats :</b></p> <p>Interrogé en cours d'inspection sur l'entretien du séparateur d'hydrocarbures présent à proximité de la station service, l'exploitant a indiqué que l'état du séparateur d'hydrocarbures n'avait pas été vérifié.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit, sous 1 mois, faire procéder au nettoyage, par une entité habilitée, du séparateur d'hydrocarbures présent à proximité de la station service.</b>  <b>Ce nettoyage devra être fait a minima de façon annuelle.</b>  <b>L'exploitant devra indiquer à l'Inspection la date de la réalisation de ce nettoyage et transmettre en suivant :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés,</li> <li>- les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures,</li> <li>- l'attestation de conformité de l'installation à la norme en vigueur.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 22 : Neutralisation des déversements de produits issus de la station service**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - article 5.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens d'absorption des liquides inflammables issus de la station service</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]  Toute installation de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle,...).  [...]</p> <p>AM 15/04/2010 modifié Annexe I - article 4.9.4  [...]  Toute opération de distribution est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur site, il a été également constaté l'état de détérioration des pompes de la station-service, ainsi que des traces de débordement de carburant au sol, sans réserve d'absorbant à proximité.</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au regard des constats faits sur le site quant aux traces de débordement de carburant au sol, l'exploitant devra s'assurer du bon fonctionnement du dispositif de sécurité, censé interrompre automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint. Il devra tenir informée l'Inspection de l'état de bon fonctionnement de ce dispositif.

L'exploitant doit, sous 1 mois, mettre en place une réserve de produit absorbant en cas de déversement de produits inflammables issus de la station service, permettant ainsi de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus.

Ces produits devront être stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle,...).

L'exploitant devra apporter la preuve à l'Inspection de la mise en place de ces équipements, en suivant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois